



Bulletin de la Fédération Internationale des Résistants (FIR) – Association antifasciste

Franz - Mehring - Platz 1, D - 10243 Berlin,
Tél +49 30 – 29 78 41 74, Fax +49 30 – 29 78 41 79
E-Mail: bundesbuero@vvn-bda.de, Internet: www.fir.at

No. 17

June 2009

Arrêtons la glorification des SS et le révisionnisme historique Empêchons le meeting SS en Lettonie!

Ce 16 mars, membres des associations d'anciens SS et de néo-fascistes préparent une marche en l'honneur des Waffen SS à Riga (Lettonie) en tant que "libérateurs nationaux de la Lettonie". La Fédération Internationale des Résistants, (FIR) association antifasciste, organisation qui chapeaute les associations d'anciens résistants, partisans, déportés, victimes des crimes nazis, et antifascistes des générations actuelles, de plus de 25 pays en Europe et Israël lance un appel au Président de la République de Lettonie et au Parlement letton de prévenir la tenue de ce meeting avec toutes ses significations politiques. T

Nous rappelons que la Cour Internationale de Justice de Nuremberg a reconnu en 1946 la SS et toutes ses composantes, en ce compris la Waffen – SS, comme organisation criminelle et a reconnu celle-ci responsable pour de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Cette règle de la communauté des nations est toujours d'application aujourd'hui. La récente Assemblée générale des Nations unies a souligné cet acte dans une résolution datant du 4 novembre 2008 et a critiqué toutes les initiatives de glorification du mouvement fasciste et des anciens membres de la Waffen -SS, en ce compris l'érection de monuments dédiés à la glorification des organisation criminelles s'auto-proclamant "mouvements de libération nationale".

Nous rappelons que les fondements de la nouvelle Europe étaient basées sur la communauté de la coalition anti-hitlérienne et la lutte commune contre la barbarie fasciste. Pour cette raison, aucune distorsion de l'histoire ou banalisation des crimes nazis et de leurs organisations ne pourrait être tolérées en Europe.

Nous lançons un appel aux leaders politiques de Lettonie pour qu'ils mettent un terme à ce projet avec toute l'énergie politique requise.

Nous lançons un appel aux forces démocratiques et anti-fascistes de Lettonie, ainsi qu'aux différentes organisations de la société civile pour qu'elles manifestent publiquement contre cette provocation historique et politique. .

Nous lançons un appel aux associations membres de la FIR et au public anti-fasciste pour qu'elles écrivent à leur propre gouvernement et à leurs ambassades respectives de Lettonie afin de protester contre la tenue de ce meeting SS scandaleux.

Nous demandons dans l'urgence aux membres du Parlement européen de faire usage de leur influence politique pour empêcher la tenue de ce meeting. Si un pays souhaite avoir une place nette au sein de la communauté des Nations européennes, elle doit s'impliquer elle-même contre la tradition fasciste et le néo-fascisme.

Plus jamais les SS en Europe!

Waffen - SS glorifiés à Riga

Riga. En dépit de l'interdiction formulée le 16 mars 2009, des centaines de vétérans de la Waffen-SS accompagnés de leurs partisans ont marché dans la capitale lettone Riga. Protégés par une forte présence policière, ils ont déposé des fleurs au Monument appelé le monument de la liberté dans le centre de la ville, nous a rapporté un reporter de l'agence AFP.

Moscou et la minorité russe en Lettonie ont protesté contre cette marche. Les anciens membres de la Waffen – SS ont glorifié leur

terreur en clamant haut et fort que la Légion lettone avait combattu pour la libération et contre l'ex-Union soviétique. Le 16 mars 1944, des unités lettones de la Waffen-SS ont combattu à la rivière Welikaja contre les troupes de l'Armée rouge au cours d'une opération de grande échelle. En 1998, le Parlement letton a déclaré la marche du 16 mars comme étant une Journée de Mémoire. Deux années plus tard, une législation annulait cette Journée de la Mémoire. (AFP/jW)

Opinions et réactions.

L'Ambassadeur de la République de Lettonie a expliqué dans une lettre détaillée l'attitude de son gouvernement, à savoir que "la Lettonie condamne avec force tous les crimes perpétrés qui ont violé l'humanité au cours de la Seconde Guerre mondiale. En particulier les atrocités de la Shoah." Il dit ensuite : "chaque année, le 16 mars, se rassemblent une poignée d'ex-soldats âgés pour commémorer de façon privée la mémoire de leurs camarades tombés. Pour des raisons liées au droit démocratique de se rassembler, il est inconvenant de les en empêcher.

Malencontreusement, il existe des personnes en Lettonie, ainsi que des organisations étrangères qui considèrent que ce rassemblement est un signe de glorification nazie ou même de néonazisme. Dans le but d'éviter toute mauvaise interprétation et de donner l'opportunité à ceux qui tentent d'abuser de cette occasion en faveur de leurs propres visées, le Conseil communal de Riga a décidé d'interdire cette année tout rassemblement de quelque groupe que ce soit, au monument de la liberté dans le centre ville le 16 mars.

En conséquence, les autorités lettones ont donné un signe clair que l'usage abusif de cette date ne peut plus être toléré.

Plusieurs membres du Parlement européen nous ont signifié qu'ils supportaient l'initiative de la FIR au travers de leurs propres résolutions.

Le Président du Parlement belge a exprimé dans une lettre de réponse au Président de la FIR son point de vue. Il a écrit que, en tant que démocrate, il ne pouvait que condamner toutes formes d'intolérance et d'extrémismes menant aux confusions et aux vengeances sans fin. Il a également annoncé qu'il soumettait cette déclaration au Ministre belge des affaires étrangères.

L'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Belgique a remercié explicitement la FIR sous couvert du Ministre des affaires étrangères Sergei Lavrov pour cette initiative, en faveur de la lutte contre toutes les formes de fascisme et de falsification de l'Histoire.

Lettre à la FIR de l'Ambassadeur de la République de Lettonie

Nous gardons en mémoire que le Tribunal militaire international de Nuremberg – en tant que Cour des Nations – a condamné les SS dans toutes leurs composantes – et donc également les unités de Waffen-SS baltes en tant qu'organisation criminelle. We keep in mind that the International Military Tribunal in Nuremberg - as a court of nations - has condemned in his opinion the SS in all their subdivisions - and thus the Baltic Waffen - SS units - as a criminal organization. Bien sûr cela ne les écartera pas ailleurs, de commémorer les camarades tombés à titre privé. Mais le rassemblement du 16 mars ne saurait être considéré comme un événement à caractère privé, mais bien une manifestation publique destinée à réhabiliter l'action des unités SS. C'est la raison pour laquelle ceux qui soutiennent l'extrême droite

mobilisent fortement à cette marche de commémoration.

Pour cette raison, nous ne pouvons souscrire à vos assertions qu'un tel événement réalisé dans un sens démocratique ne pourrait être interdit. Vous savez bien qu'en Allemagne et dans certains autres pays européens, de tels événements sont également interdits à juste titre.

En ce sens, nous avons également approuvé la décision du Conseil communal de Riga, lequel fut confirmé par une Cour, d'interdire particulièrement cette activité. Nous fumes cependant choqués, comme nous l'avons entendu via les médias, qu'en dépit de l'interdiction, il fut possible à 1200 personnes de marcher sous la protection de la police. Comment est-ce possible ?

L'administration publique en Lettonie est-elle une si petite autorité que la conduite illégale est non seulement possible, mais en outre protégée par les forces armées. Ou l'interdiction n'était-elle que l'expression selon laquelle aucune activité réelle

ne pourrait suivre. Comme vous l'avez fait remarquer à juste titre, cher Monsieur, "Les autorités lettonnes ont donné à l'ordre d'interdiction un signal clair." mais en permettant la provocation, également,

Campagne d'élection 2009 du Parlement européen – déclaration de la FIR

En juin 2009, les élections pour le Parlement européen ont lieu au sein des états membres de l'Union européenne. Ceci est l'occasion pour la Fédération Internationale des Résistants, (FIR) association antifasciste, organisation qui chapeaute les associations d'anciens résistants, partisans, déportés, victimes des crimes nazis, et antifascistes des générations actuelles, de plus de 25 pays en Europe et Israël, d'apporter les positions de base des fédérations anti-fascistes européennes au grand public :

Nous rappelons les racines antifascistes de l'unification européenne: la communauté de la coalition anti-hitlérienne et l'internationalisme des survivants des camps de concentration et d'extermination. On jura en 1945 que le fascisme et la guerre ne puissent plus jamais menacer la vie des peuples. - et c'est encore valable aujourd'hui. A partir de là, l'Europe ne peut être qu'une Europe anti-fasciste et cela signifie concrètement:

1) nous luttons pour une Europe pacifique, qui fait usage de son rôle et de sa signification à travers le monde pour prévenir les guerres et soutenir toutes solutions non militaires aux conflits. Nous nous opposons à la militarisation de la politique étrangère européenne. Le "terrorisme" ne peut être combattu par une politique belliqueuse. La réponse à la misère des réfugiés à l'échelle mondiale ne peut être un système de fermeture et de "forteresse européenne". L'Europe doit prendre une part active dans la lutte contre les causes de cette fuite et participer par l'intégration et l'admission des réfugiés en résolvant ces problèmes dans l'intérêt des humains.

2) Une Europe pacifique signifie en matière de politique intérieure de faire des avancées contre chaque forme de discrimination sociale ou raciste. Le rapport du centre de monitoring européen relatif au racisme a mis en lumière le fait que les exclusions racistes ne se cantonnent pas à celle contre les Sinti et Roms dans certains pays d'Europe une réalité de tous les jours. Ceux qui

souhaitent que l'Europe entre de façon durable dans une ligne politique contre le racisme et la xénophobie, doivent clairement se positionner sur ce point. Une Europe de la paix ne peut être qu'une Europe démocratique. La perspective doit être de ne pas accroître la bureaucratie et la centralisation mais bien la coopération démocratique et les structures de la société civiles. Les structures de la FIR constituent une part active de la société civile et exigent la promotion sociale et le soutien.

3) nous sommes activement engagés pour une Europe des êtres humains; Le commerce et le trafic du capital sans régulation ne peuvent devenir une caractéristique de l'Europe, mais bien un standard élevé sur le plan social et des droits personnels et libertés en faveur de tous les humains. L'Europe n'est acceptée par les citoyens que si elle prouve qu'elle ne rend pas seulement possible la libéralité et la sécurité en vacance mais peut offrir une réelle perspective sociale à tous.

4) Nous alertons contre la montée du nationalisme et du chauvinisme en Europe. Personne ne souhaite remettre en cause la diversité culturelle de l'Europe. Nous lançons un avertissement contre la montée du nationalisme et du chauvinisme en Europe. Personne ne souhaiterait fixer la variété culturelle de l'Europe. Il serait cependant politiquement dévastateur pour tous les humains en Europe si le populisme droitier et les néofascistes propageaient des slogans tels « mon pays d'abord » ou « l'Allemagne aux Allemands ». La présence de parties racistes et d'extrême droite au sein du Parlement européen doit être évitée à tout prix.

Les anti-fascistes ont besoin d'alliés au Parlement européen. Nous lançons un appel à soutenir activement les partis qui prônent une Europe démocratique, sociale et anti-fasciste. Nous formulons l'espoir de trouver ces partis dans différents groupes parlementaires étant donné que l'anti-fascisme est une attitude qui n'est pas liée à l'orientation d'un seul parti politique.

Réseaux d'extrême droite en Europe

Ce n'est pas seulement à cause de la préparation pour les élections prochaines au Parlement européen en juin 2009 car le néo-fascisme, le populisme droitier et l'extrême droite en Europe sont un réel danger politique. Depuis de longues

années, des partis extrêmement à droite et ouvertement fascistes envoient des députés au Parlement européen. Mais depuis quelques temps, nous pouvons constater que ces partis ne s'enlisent pas plus longtemps dans de graves

luttons nationalistes mais ils tentent de façon offensive de gagner de l'influence politique au niveau européen. Ils collaborent en dépit de toutes leurs différences avec d'autres groupements et parties nationalistes.

Au cours de la législature précédente, nous avons déjà pu assister avec le groupement « Identité, Tradition et Souveraineté » qu'il y avait déjà eu une tentative sérieuse de la part de partis et de groupements ouvertement fascistes de créer leur propre groupe parlementaire - assortis de tous les droits et en particulier tout l'argent. Le fait que cette tentative échoua, fut moins due à la résistance des démocrates et anti-fascistes que par le mode de pensée nationaliste et raciste des partis de droite eux-mêmes, ainsi que de leurs propres contradictions internes qui ne purent être contenues. Mais par ce rapprochement vers un groupe parlementaire démontre que même à l'extrême droite, on se doit de réaliser que c'est seulement via un fonctionnement en réseau que l'on peut gagner une influence politique en Europe.

Actuellement, il existe différents réseaux d'extrême droite au niveau parlementaire réalisés pour le GUE / NGL, le groupe Carsten Hübner mit en évidence les structures principales: par exemple, le groupe "Identité, Tradition and Souveraineté", dans lequel se retrouvent le « Front National » (France), le "Vlaams Belang" (Belgique), "Parti de la Liberté de l'Autriche" (FPÖ), le "Movimento Sociale - Fiamma Tricolore" et "Alternative Sociale" (Alessandra Mussolini) (tous les deux italiens), tout comme le bulgare "Ataka" et le "Grand parti roumain" (PRM), lesquels ont conclu une alliance temporaire.

Aux parties de droite et d'extrême droite appartiennent aussi les parties membres du groupe de "l'Europe des Nations" (UEN), comme par exemple le Parti danois du peuple ou "Alleanza Nazionale" (Italie), ainsi que la „Lega Nord“ (également d'Italie), et les partis polonais « PiS » et "Polsko Naprzod". Même dans le groupe "Indépendance / Démocratie" on peut trouver des groupements d'extrême droite comme le parti grec "LAOS" .

En dehors du Parlement européen, on peut également trouver les partenaires du Front national européen (ENF), avec entre autres, le NPD allemand, le German NPD, l'italien « Forza Nuova », l'espagnol « Phalange », et le roumain "Noua Dreapta". Ils se rencontrent lors de différents événements commémoratifs, tels que ceux pour Franco et ses sbires, dans les actions à Dresde en février, ainsi que lors des « marches du matin » en souvenir du leader fasciste roumain Codreanu.

Les positions communes de l'ENF sont extrêmement nationalistes, racistes et révisionnistes. Il critique "l'émigration massive illégale" et la "globalisation culturelle", et il

souhaite développer une stratégie basée sur le retour du pouvoir politique aux intérêts nationaux et autres orientations historiques respectifs." Bien que les partis de l'ENF n'aient probablement pas d'influence politique aux élections européennes, ils développeront une influence croissante auprès du public d'extrême droite. Des signes révélateurs de cette coopération internationale peuvent être trouvés entre autres à Budapest lors des marches de la "Garde hongroise", auxquelles ont participé des néo-nazis allemands ou autrichiens, ou lors de l'activité tchèque du 1er mai du "parti des travailleurs" (Delnicka strana) à Brno en 2009, qui fut suivi par des néo-nazis allemands, autrichiens et hongrois. Aussi à Dresde, en février 2009, il y eût des délégations de participants de près de 10 pays européens.

Donc, les nationalistes ne sont pas devenus des internationalistes de la dernière heure, mais ils ont compris qu'une telle "tendance brune" internationale peut renforcer leurs opportunités politiques. Ils sont ici confrontés au problème interne qui fait que les réseaux et les coopérations de droite sont dans un premier temps perçues en tant que communautés de défense contre la menace et la montée de ce soi-disant multiculturalisme. Et une partie de ce multiculturalisme est également constituée potentiellement des partenaires de cette coopération.

Même s'il pouvait y avoir des conséquences pour des opportunités limitées d'un réseau d'extrême droite, les forces antifascistes et démocratiques en Europe, ne doivent pas attendre que les groupements d'extrême droite ne se neutralisent pas eux-mêmes. Les antifascistes doivent opposer eux-mêmes des concepts convaincants pour une Europe sociale et démocratique, afin de contrer l'offensive de la propagande d'extrême droite.

L'extrême droite tente d'atteindre, via sa propagande, ceux qui, au travers de la crise et du réajustement de l'économie nationale, ont perdu leur emploi et leur perspective d'avenir et entrevoient une menace. Les réponses simplistes des néo-nazis sont "fermer les marchés nationaux", "les étrangers dehors", "les emplois. L'alternative à cette politique n'est pas seulement "l'ouverture des frontières", mais le plaidoyer pour une Europe au sein de laquelle tous les humains peuvent obtenir des droits et entrevoir des perspectives sociales d'avenir. T

L'action politique contre les réseaux d'extrême droite ne se situe pas seulement au Parlement mais aussi dans les rues, au travers des actions de masse réalisées par des unions contre les conséquences de la crise financière et économique pour les travailleurs, comme elles se sont d'ailleurs produites en avril et en mai au

travers de plusieurs pays européens. Les forces anti-fascistes de toutes les directions organisationnelles sont appelées à de telles actions avec leurs idées et leurs efforts propres afin d'être un soutien en tant que "partie" du

combat contre la montée de la mobilisation fasciste au travers de l'Europe.

Dr. Ulrich Schneider

60 années d'OTAN – Pas de quoi en fêter un jubilé

En avril 2009, l'OTAN fêtera à Strasbourg son 60ème anniversaire de sa création. La Fédération internationale des Résistants n'y voit aucune raison pour célébrer, mais bien de réfléchir, au travers cet anniversaire, à une autre stratégie pour prendre des mesures pacifiques en Europe et dans le monde.

Il est un fait bien connu que l'OTAN est né du conflit est-ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette confrontation mettait à mal non seulement la communauté de la communauté anti-hitlérienne, laquelle a libéré l'Europe de la pire menace contre l'être humain, mais elle prit également le dessus sur la demande de base de toutes les forces pacifiques et anti-fascistes: Plus jamais le fascisme, plus jamais la guerre !

La confrontation est-ouest qui déboucha en Corée et plus tard au Vietnam à de lourdes guerres ayant entraîné des millions de morts, auraient pu être évitées dans les années 70, par l'introduction d'un nouveau système de sécurité et de coopération en Europe (le processus KSZE). La fin du Traité de Varsovie au début des années 90 aurait pu signifier également la fin de l'OTAN en tant que bloc militaire.

Cependant, au lieu d'apporter une nouvelle architecture de sécurité à l'échelle du monde entier, sous l'égide des Nations Unies, les stratégies de l'OTAN ont commencé à définir de nouveaux champs d'action pour l'alliance militaire: **l'OTAN a porté plainte** la tâche de la protection de fourniture de matière première pour elle-même. he task of the protection of supply of raw materials for itself. En outre, elle fournit des bases à l'échelle du monde.

Elle popularise un contre-terrorisme international, comme si l'on pouvait combattre le terrorisme et ses racines sociales avec des troupes conventionnelles.

Elle joue dans son genre le rôle de police mondiale (en dehors de la sphère de ses missions) et ce, sans les Nations unies et en dépit du système de droit international.

Les conséquences de sa politique sont clairement de faire reconnaître la guerre contre la

Yougoslavie et l'action militaire en Afghanistan et en Irak, comme une "intervention humanitaire"

A côté de cela, l'OTAN accélère la militarisation à l'échelle du monde par l'armement. Les Etats de l'OTAN sont responsables de 75 % des dépenses militaires globales.

Par l'admission des Etats de l'Europe centrale et de l'est, la sphère d'influence de l'OTAN fut tournée contre la Russie. Ceci mena au fait que l'ancienne position frontale contre les Etats socialistes est maintenant développée contre la Russie. Les plans de mise en place d'un système de défense anti-missile en Pologne et en République tchèque intensifient même les tensions en Europe.

La FIR ne voit donc au travers de tout cela, aucune raison de célébrer une telle stratégie de l'OTAN. Elle profite de l'occasion du 60ème anniversaire pour plaider en faveur d'une nouvelle stratégie militaire internationale, qui placerait la priorité sur une résolution non militaire des conflits sous la responsabilité des Nations unies contre la confrontation et la division du monde en blocs;

Notre vision d'un monde de paix est seulement atteignable sans réponses militaires aux crises régionales et globales; celles-ci sont en effet partie du problème et non leurs solutions.

Les dépenses militaires doivent être réduites et les ressources ainsi générées doivent être utilisées à la satisfaction des besoins humains. Toutes les bases militaires étrangères doivent être fermées.

Nous rejetons toutes les structures militaires, utilisées pour des interventions militaires. Les relations entre les peuples doivent être démocratiques et démilitarisées et doivent permettre d'établir de nouvelles formes de coopération pacifique, en vue de créer un monde plus sûr et plus juste.

Pour la circonstance, la FIR se joint aux mouvements de paix à l'échelle mondiale à l'occasion de l'anniversaire de l'OTAN. For this position FIR stands up together with the world-wide peace movement on the occasion of the NATO anniversary.

A l'occasion des actions politiques relatives à l'anniversaire de l'OTAN à Strasbourg au début d'avril 2009, le membre du Comité exécutif, **Christos Tzintsilonis** participa à une conférence internationale de la paix, organisée par le Conseil mondial de la Paix. Il fit un rapport des initiatives des organisations anti-fascistes de la FIR en faveur de la préservation de la paix et contre la militarisation des politiques internationales.

Des associations de la FIR de différents pays ont participé ces jours là aux activités de protestations pacifiques à Strasbourg et à Kehl contre l'anniversaire de l'OTAN. Les actions des mouvements de paix ont été occultées par les provocations de ceux qui, délibérément, ont commis des actes de violence, et par voie de conséquence fourni aux forces de sécurité le prétexte de faire obstacle aux actions de masse de la marche de paix et des mouvements de paix par des opérations policières massives. La conséquence en a été que la plupart des médias ont relayé les incidents violents et non l'action politique des forces de paix.

Hommage à Lore Krüger 1914 - 2009

C'est avec une grande tristesse que nous vous annonçons le décès de Lore Krüger, Membre de la Présidence d'honneur de la FIR. Elle est décédée à Berlin le 3 mars, peu de temps avant son 95ème anniversaire.

Lore Krüger est née en 1914 à Magdebourg. Elle avait dut quitté l'Allemagne fasciste en 1933 avec



sa famille d'origine juive. Les elieux de son exil ont été la Grande Bretagne, l'Espagne et la France, où elle rencontra son époux, le communiste et combattant de l'Espagne républicaine Ernst

Krüger. Ensemble, ils se sont envolés aux USA en 1941 , là où, ensemble avec des anti-fascistes allemands éminents, elle effectua un travail politique jusqu'en 1946, participant au mouvement "Allemagne libre". En 1946, elle revint à Berlin et y travailla pendant des décennies comme traductrice pour la RDA.

Jusqu'au dernier moment, elle fut une anti-fasciste active. Elle était membre de la VVN-BDA, dans le mouvement DRAFD (Association des Allemands de la résistance, des forces armées de la coalition anti-hitlérienne et du mouvement de "Allemagne libre", ainsi qu'au travers de l'Association des combattants et amis de l'Espagne républicaine. Au cours de nombreuses conversations avec des jeunes gens, elle put transmettre ses expériences politiques et ses implications politiques actuelles.

Elle fut associée au travail de la FIR pour de longues décennies, entre autres comme traductrice, comme déléguée au XIII Congrès de la FIR à Berlin en 2004 et comme représentante officielle des organisations et des réunions, commémorations et autres événements importants à Berlin. Au nom de l'organisation, nous souhaitons à sa famille, ses amis et ses collègues, notre sympathie du fond du coeur à l'occasion du décès de Lore Krüger.

Elle retera pour nous quelqu'un d'inoubliable.

Contre le révisionnisme historique et la marche nazie

Le 14 février 2009, plus de 12.000 personnes ont manifesté sous le slogan "Geh-denken" (Va en pensant) à Dresde à l'occasion d'une marche de protestation contre le plus grand rassemblement néo-nazi d'Europe.

Des organisations antifascistes, différentes associations et partis politiques tant en Allemagne qu'issus d'autres pays européens avaient appelés à protester. A l'événement d'ouverture, des représentants de l'union VERDI, de UNITED et le Secrétaire général de la FIR prirent la parole.

Je parle en tant que représentant de la Fédération Internationale des Résistants,(FIR) association antifasciste, organisation qui chapeaute les associations d'anciens résistants, partisans, déportés, victimes des crimes nazis, et antifascistes des générations actuelles, de plus de 25 pays en Europe et Israël. En près de 60 années de votre existence, la FIR s'est jointe à la réalisation de la légalité politique des

survivants des camps de concentration nazis et prisons: Plus jamais le fascisme ! Plus jamais la guerre.

Nous nous voyons aujourd'hui dans l'obligation de d'agir contre toutes les formes de réhabilitation du fascisme et contre la résurgence de d'anciens groupes et forces fascistes et néo-fascistes dans différents pays d'Europe. En Septembre 2008, nous étions

partie prenante aux grandes actions des 40.000 contre le rassemblement raciste européen proposé de "Pro- Cologne", et bien évidemment, nous soutenons avec nos associations membres d'Allemagne et de pays européens voisins, les actions contre les activités des groupes néo-fascistes issus de différents pays, ici à Dresde.

comme une organisation foncièrement anti-démocratique. - il devrait donc être interdit sur la base de notre constitution!

Pour cette raison, nous avons débuté il y a quelques temps déjà, la campagne "NoNPD". En quelques mois à peine, nous avons récolté plus de 175,000 signatures en faveur d'un



Quand l'appel "Va en pensant" fut lancé, nous l'avons immédiatement signé et avons invité nos associations membres à soutenir cette action. Et j'ai reçu un feedback, spécialement maintenant que des jeunes gens de Pologne, de la République tchèque, d'Autriche, des Pays-bas et de Hongrie souhaitent participer. Je salue ces amis de ces différents pays. Ainsi, nous avons créé contre "le réseau brun", l'Internationale anti-fasciste.

Je suis présent ici comme représentant de l'association allemande de la FIR, à savoir l'Association des Persécutés du régime nazi-Association des Anti-fascistes. Via son organisation de base, notre organisation, tant sur le plan national que fédéral, a soutenu depuis de longues années à Dresde, la protestation contre les provocations nazies. Parce que les formations de "camaraderie libre" and "l'association du territoire de Prusse orientale" se sont auto-arrangées au sein du concept politique du NPD, lequel a une influence considérable en Saxe, même au niveau du Parlement.

Nous considérons ce parti, tant dans son contenu, qu'au niveau de sa pratique politique comme de sa structure organisationnelle

banissement du NPD. Ce fut un grand succès, auquel beaucoup de personnes ont contribué. Malheureusement, un grand nombre de membres du Bundestag, auxquels cet appel était dirigé, sont plutôt résistants à cet avis. Il est donc très important de renforcer notre appel. Nous avons suggéré de rassembler des arguments en faveur d'un banissement du NPD ou de corriger le slogan par "1000 bonnes raisons contre le NPD". Chaque activité du fait de forces démocratiques, chaque protestation contre cette marche nazie, contre des attaques violentes ou des incidents racistes est un argument qui peut être pris en considération. Et aujourd'hui, il nous offre ici à Dresde un argument d'un millier de facettes en faveur d'un banissement du NPD. C'est la raison pour laquelle, je vous remercie.

Finalement, j'ai une proposition à vous faire, puisque dans mon opinion, l'action d'aujourd'hui montre que la question d'une commémoration appropriée des victimes du bombardement de Dresde n'est pas résolue de façon concluante; Que pensez-vous du fait que, par exemple, les néo-nazis ne participeraient pas aux célébrations de commémorations officielles au cimetière de Heide?

J'ai une proposition concrète: les organisations sociales et corps officiels rendraient clair à l'occasion de l'événement commémoratif que les victimes du bombardement ont en fait été les victimes de leur propre politique fasciste – à Dresde – et qu'en addition, celle-ci a généré d'innombrables victimes parmi la population non allemande. Ce lien peut être rendu clair au cimetière de Heide, ceci à la condition d'y intégrer non seulement la pierre Mémorial pour le bombardement de nuit, mais aussi la stèle de la FIR érigée en mémoire de toutes les victimes étrangères de la politique fasciste, raison d'ailleurs pour laquelle elle fut érigée en cet endroit. Je suis persuadé que cela écartera les révisionnistes historiques du NPD et autres de cet événement puisqu'ils veulent

juste commémorer les “Allemands comme victimes”.

Cela ne serait plus seulement une commémoration de valeur de la mort possible, cela corrigerait aussi la dimension historique de la Mémoire.

Ce pourrait être un geste à Dresde: contre le révisionnisme historique et le culte des fausses victimes. En faveur d'un Mémorial dans le sens d'un mouvement de compréhension internationale avec comme slogan commun: “L'éradication du nazisme et la création d'un monde nouveau de paix et de liberté”, comme l'avaient souhaité les prisonniers survivants de camp de concentration de Buchenwald.

Dr. Ulrich Schneider, Secrétaire général de la FIR

Nouvelles de nos fédérations membres

“Le manifeste des survivants”

Préserver la Mémoire – Conserver les sites authentiques – Assumer la Responsabilité

Nous, les soussignés, survivants des camps de concentration allemands, hommes et femmes, représentons les comités internationaux de prisonniers des camps de concentration camps et leurs sous-camps. Nous nous souvenons de nos familles assassinées et des millions de victimes qui furent tuées dans ces lieux de cendres. Leur persécution et leur meurtre pour des raisons raciales, politiques, religieuses, sociales, biologiques et économiques, et une guerre criminelle a jeté le monde au bord du désastre et laissé de côté un **appealing toll**.

A la suite de notre libération, nous avons plaidé pour construire un monde nouveau de paix et de liberté. Nous nous sommes impliqués afin de prévenir toute répétition de ces crimes incomparables. Tout au long de nos vies, nous avons apporté des témoignages. Tout au long de nos vies, nous avons produit tous les efforts possibles pour informer la jeunesse de nos expériences, de ce que nous avons vécu et des causes de tout cela.

Précisément pour cette raison, nous sommes extrêmement peinés et **anger** face à aujourd'hui: le monde a appris trop peu de notre histoire. La préservation de l'histoire et les commémorations doivent rester les tâches égales tant pour les états que les citoyens.

Aujourd'hui, les anciens camps sont des témoignages de pierre: il existe des scènes des crimes, des cimetières internationaux, des musées, et des lieux pour apprendre. Ils sont des évidences contre le déni et la négation des faits, et ils doivent être préservés contre les affres du temps. Il sont des lieux de recherche scientifique

et de tâches éducatives. Veiller à l'intérêt éducatif du visiteur doit être suffisamment assuré.

Les crimes incomparables contre l'humanité commis par les nationaux-socialistes – et par dessus tout dans ce contexte, la Shoah – ont été portés sous la responsabilité allemande. L'Allemagne a produit de grands efforts pour se réconcilier avec son histoire. Nous attendons que la république fédérale et ses citoyens continueront à honorer leurs responsabilités avec une attention particulière dans le futur.

Mais l'Europe a également ses tâches: au lieu de d'affirmer nos idéaux de démocratie, paix, tolérance, autodétermination et droits de l'homme, l'histoire est trop souvent utilisée pour mettre en valeur les discordes entre êtres humains, groupes et peuples. Nous nous opposons à la comparaison des blâmes, à la création de hiérarchies dans les expériences de souffrance, à la compétition entre victimes et la confusion de phrases historiques. Pour cette raison, nous faisons nôtres les mots du précédent Président du Parlement européen, Mme Simone Veil, quand elle s'adressa au Parlement allemand en 2004 et en appela à la transmission de la Mémoire: “L'Europe devrait reconnaître et considérer son passé comme un tout indissociable, avec tous ses éléments brillants et ses facettes sombres; Chaque état membre devrait tirer les enseignements de ses erreurs et de ses échecs et veiller à être en paix avec son passé, de sorte à pouvoir être en paix avec son voisin.”

Nos rangs se raréfient Dans tous les recoins de nos associations, tant sur le plan national qu'international, les gens nous appuient pour

préserver le souvenir. Ils nous donnent foi dans l'avenir. Ils soutiennent notre travail. Le dialogue qui a été entamé avec nous doit continuer avec ceux-ci. Ils ont besoin du soutien de l'Etat et de la société pour cette tâche.

Les derniers témoins oculaires lancent un appel à l'Allemagne, à tous les Etats européens et à la communauté internationale afin de continuer à préserver et honorer le don humain du souvenir et de la commémoration dans le futur. Nous demandons aux jeunes de perpétuer notre combat contre l'idéologie nazie et en faveur d'un monde de paix, juste et tolérant, un monde dans lequel il n'y a pas de place pour l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie et l'extrémisme de droite. Ceci est notre manifeste.

Berlin, 25 janvier 2009

Noach Flug (Jérusalem)
Comité International d' Auschwitz
Sam Bloch (New York)
Fédération mondiale de Bergen-Belsen
Bertrand Herz (Paris)
Comité International de Buchenwald
Max Mannheimer (Munich)
Comité International de Dachau
Uri Chanoch (Jérusalem)
Comité International des Kommandos de Dachau
Jack Terry (New York)
Comité International de Flossenbürg
Albert van Hoey (Bruxelles)
Comité International de Mittelbau-Dora
Robert Pinçon (Tours)
Comité International de Neuengamme
Annette Chalut (Paris)
Comité International de Ravensbrück
Pierre Gouffault (Paris)
Comité International de Sachsenhausen

Journée internationale contre le racisme Hongrie

Le 21 mars 2009, Journée internationale contre le racisme, la Fédération des Résistants hongrois et anti-fascistes (MEASZ) - Union pour la Démocratie octroya le Prix antiraciste Radnóti – pour la neuvième année consécutive – à 12 personnes qui dans la vie publique combattent de façon active la discrimination ethnique et l'exclusion. La remise du Prix eut lieu dans la Chambre haute du Parlement hongrois par le vice-Président de l'Assemblée nationale.

Dans son allocution de bienvenue, Mr. Vilmos Hanti, Président de MEASZ, déclara entre autres: "Le racisme est l'antichambre du fascisme. Le danger est que lors de la prochaine élection, l'extrême droite sera plus forte. ... C'est l'ironie de l'Histoire qu'Hitler obtint le pouvoir par les urnes. Nous ne chérissons pas d'espoir que l'Union européenne nous protégera. Ils sont avertis que les opposants de la démocratie prendront plus de poids au sein du Parlement européen."

Et Vilmos Hanti de continuer: "Les Tziganes ont été les citoyens les plus démunis, souvent au chômage durant les 20 dernières années. Des générations ont grandi n'ayant jamais vu un membre de leur famille aller au travail. D'un autre côté, ces citoyens non Tziganes, respectueux des lois ont aussi raison, s'ils se plaignent de devenir indignes comme le sont comportement et la manière de vivre de beaucoup de Tziganes. Nous devons tenir compte de ce fait et ne pouvons généraliser. ... Il y a 6 mois, nous proposons au Gouvernement "un package de Démocratie." Nous suggérons des pas directs et indirects. Nous proposons le renforcement de symboles antifascistes, de déclarer le 8 mai comme jour férié national. ... L'antifascisme n'est pas une affaire de droite ou de gauche. Nous devons agir. Les deux côtés doivent produire des efforts!"

Appel de MEASZ - Union pour la Démocratie

Faisons un pas en avant l'un vers l'autre!

Faisons du 31 mai 2009 – Dimanche blanc – le Jour de la Réconciliation!

Les divisions ethniques grandissantes qui se sont développées dans notre pays, spécialement entre Tziganes et non Tziganes, est inacceptable aux yeux de chaque personne qui aime la paix.

C'est la raison pour laquelle, soucieux de notre démocratie, nous proposons: Soyons de véritables européens et ce juste avant la date des élections au Parlement européen. Commençons par réduire nos aversions. Que le "dimanche blanc" le 31 mai 2009 soit le jour de la réconciliation en Hongrie. Faisons un pas l'un vers l'autre !

Nous appelons les organisations de la Société civile, les églises, les Gouvernements locaux, les écoles, les différents acteurs de notre économie, les médias,

les personnes privées individuelles, les personnes importantes et, last but not least, les partis à se joindre à nous.

La proposition est que lors de ce jour de la réconciliation, ce dimanche blanc, les Tziganes et non Tziganes, les personnes appartenant aux minorités mais aussi ceux au sein de vastes sociétés majoritaires, organisent des programmes communs pour être les uns et les autres sur la même longueur d'onde, dans un esprit de réconciliation.

Nous mêmes; pour notre part, serons les hôtes pour les enfants issus de familles Roms et non Roms, au sein de notre club et nous offrirons des repas traditionnels à nos jeunes invités.

Belgique – Manifeste de Breendonk

Dans un appel passionné lancé au Premier Ministre, les représentants des survivants de la lutte anti-fasciste, ont appelé ce 21 septembre 2008 à l'unité nationale de la Belgique.

Dans le respect de nos identités régionales et culturelles, nous demandons à nos politiciens et leaders des médias de redécouvrir la solidarité et de renforcer mutuellement la force de notre pays telle qu'il l'était dans son passé.

De cette manière, la Flandre, la Wallonie, Bruxelles et les cantons germanophones, ainsi reliés, combattent le séparatisme. La conjoncture et les problèmes, le futur à notre portée, sont des choses sérieuses et nous devons les défier en restant unis.

P. Baeten, Président du Groupe Mémoire et de l'Amicale du camp de Buchenwald.

A. Dubois, Président de la Fédération des Combattants de Belgique "

R. Coekelbergs, Président du "Mémorial de Breendonk"

A. Lejoly, Président de l'Institut des Vétérans (IV-INIG)

V. Malbecq, Président de l'Amicale et des Fraternelles des camps de Concentration

N. Ramet, Directeur de la "Caserne Dossin"

M. Vanderborght, Président de la Fédération Internationale des Résistants (FIR) - Association antifasciste et vice-Président de l'Institut des Vétérans (IV-INIG)

Déclaration du Comité International Rombergpark du avril (extrait)

Même 64 ans après le meurtre de centaines d'hommes et femmes provenant de 7 pays européens dans le Dortmunder Bittermark, nous demandons de se rappeler des victimes du régime hitlérien. Avec ce Mémorial, nous contribuons à la création d'une Europe de la paix libérée du racisme, libérée de la haine entre peuples et du néo-nazisme.

Nous rappelons que de janvier à avril 1945, au moins 700.000 personnes ont été assassinées au cours des marches de la mort venant des camps de concentration et se dirigeant vers le sud et l'ouest. Ils ont été massacrés par la Wehrmacht et la SS, tout comme les déserteurs de la justice de la Wehrmacht ont été exécutés. - les mêmes personnes que nous plaignons ici Bittermark et Rombergpark. Pour cette raison, nous souhaitons renforcer la coopération pour commémorer les victimes au travers de toutes les municipalités qui ont connus des crimes à la fin de la guerre.

Nous rappelons la guerre perpétrée par l'OTAN et la Bundeswehr en 1999 contre la Serbie et la Yougoslavie et saluons les gens de Dortmund et de Novi Sad. Nous souhaitons faire tout ce qui est possible pour assurer que les principes reprennent corps/ Plus jamais la guerre de la part de l'Allemagne. Plus jamais la guerre et le fascisme.

Nous rappelons les traditions antifascistes de cité de Dortmund, et pour cette raison nous lançons l'appel suivant: Ne donnez aucune place aux nazis ici. Assurons nous que le Conseil de la ville décide de poursuivre les initiatives visant à bannir le NPD et d'engager Berlin et Dusseldorf sur cette voie.

Et pas moins, nous souhaitons soutenir – chacun où il se trouve- les demandes toujours plus importantes en faveur d'un bannissement du groupe néo-nazi NPD.

Les frontières de l'Estonie fermées aux antifascistes

Suivant ce que rapportent les médias, le 26 Avril 2009 dans le port de Tallinn, capitale de l'Estonie, l'historien et le sociologue Johan Bäckman, lequel est également porte-parole du Comité antifasciste de Finlande, a été retenu à la frontière à son entrée en Estonie et a été détenu quand il tenta de participer à une conférence dans la république balte.

Comme le rapporte l'agence de Presse russe RIA Novosti, se référant au Comité antifasciste de l'Estonie (LFS), Bäckman a été détenu dans un bureau de police. "Il ne lui fut même pas permis d'appeler l'ambassade de Finlande," nous dit le porte-parole du LFS Andrej Sarenkow.

Le poste-frontière confirma le bannissement : "Bäckman est sur la liste des personnes dont on refuse l'entrée en Estonie." Bäckman souhaitait participer à Tallinn à la conférence de l'anniversaire des émeutes de 2007. A ce moment, la démolition d'un monument pour la libération de l'Estonie par l'armée soviétique causa quelques journées de troubles.

Comme le rapporte plus loin RIA Novosti, la police estonienne procéda aux arrestations ce même week-end, de représentants des Comités antifascistes issus du pays voisin la Lituanie, qui, avec le membre du Parlement européen, Tatyana Schdanjuk, étaient arrivés à cette conférence.

Commémoration de l'auto-libération du camp au Mémorial du camp de concentration de Buchenwald

Aussi cette année, on put voir la bannière de la FIR à la journée de commémoration pour l'auto-libération du camp de concentration de Buchenwald. Des jeunes gens – participants du Rassemblement international des jeunes en 2008 – ont présenté le drapeau.



Littérature pour antifascistes

Peter Gingold, Paris - Boulevard Saint Martin No. 11

Peter Gingold (1916 - 2006) était un des plus fameux résistants juifs et communistes de la République fédérale d'Allemagne. En particulier depuis les années 70, il se joignit, en tant qu'orateur aux rassemblement politiques, au cours d'actions contre les marches nazies et comme témoin oculaire dans les écoles et au sein de groupes de jeunes.

Il avait tout un tas de choses à raconter: la montée du nazisme en Allemagne, son exil en France et son combat dans les rangs de la résistance française (comme illégal, en tant qu'agitateur politique parmi les soldats lors de l'occupation de la France, à propos de son évvasion des geoles de la Gestapo ou de sa participation à la libération de Paris en 1944). dans le documentaire d'ARTE "Les

patriotes étrangers en France", ce combat fut particulièrement apprécié. Le 8 mai 1945, Peter Gingold vivait à Turin dans les rangs de la résistance italienne.

Rentré en Allemagne, il s'engagea activement pour créer une nouvelle politique mais par la suite, lui-même et sa famille ont été victimes de persécutions pendant près de 2 décennies, subissant une expatriation et une interdiction d'emploi. Néanmoins, il devait se retrouver dans de nombreuses conversations avec des jeunes, étant considéré comme "faiseur de courage" avec son slogan "ne renonce jamais".

Peter Gingold, Paris – Boulevard St. Martin No. 11, PapyRossa Verlag, Köln 2009, 187, S. illustriert, ISBN 978-3-89438-407-4, 14,90 €

Les convictions criminelles des annales suisses contre les combattants d'Espagne

En mars 2009, on put assister à Zurich en Suisse un événement -en ce qui concerne la vie politique habituelle de ce pays - extraordinaire. Un autre chapitre dans la réclamation de leur histoire pas toujours brillante a été dévoilé au public : Peter Huber and Ralph Hug ont présenté leur manuel

biographique "Les volontaires espagnols de Suisse"

Après que l'Assemblée nationale ait voté son accord en décembre 2008, ce 12 mars, le Conseil des Etats, la Seconde chambre, élue par les

cantons, marqua le sien, votant unanimement pour la réhabilitation des interbrigadistes.

A la base de ces décisions, se trouve l'initiative de Rechsteiner portée en 2006 à l'Assemblée nationale. En accord avec l'estimation du Syndicat suisse des volontaires de la Guerre d'Espagne, fondé en 2007, "cette décision marque une avancée historique et politique"

Ce qui en pratique signifie 70 années après leur conviction, "l'appréciation et la reconnaissance de

la performance historique de ceux qui ont combattu très tôt contre le fascisme. 800 hommes et femmes suisses se sont battus dans les rangs des Interbrigadistes. Près d'un quart de ceux-ci a donné sa vie dans ce combat.

Peter Huber/Ralph Hug: Die Schweizer Spanienfreiwilligen - Biografisches Lexikon. Rotpunktverlag, Zürich 2009, 480 Seiten, 38 Euro * assorti de photos historiques, ISBN 978-3-85869-390-7

"... Ce n'était pas une ballade en été "

Histoire de la Arbeitsgemeinschaft (Communauté) de Neuengamme

Une des plus petites associations membres appartenant à la FIR est la Communauté de Neuengamme, laquelle représente l'Amicale Internationale de Neuengamme.

L'origine de l'Association ainsi que ses 60 années de travail politique dans le sens d'une préservation des rapports de Mémoire, sont décrits dans un livre paru à la fin de l'année 2008.

Deux jeunes historiens ont interviewé des survivants du camp et des acteurs de la Arbeitsgemeinschaft de Neuengamme, et ils ont retranscrit l'histoire du débat politique de Neuengamme.

Le premier point est consacré à la lutte pour le site de l'ancien camp de concentration en tant que Mémorial. Cela prit en effet 10 ans pour la réalisation d'un premier mémorial, et plus de 20 ans ont passé pour qu'un centre de documentation ne soit érigé. Et jusqu'en 2005, les derniers

survivants ne purent réaliser l'établissement d'un réel espace mémoriel pour l'ancien camp de concentration qu'après que l'utilisation de la prison y fut finalement abandonnée.

Le livre se termine sur des phrases impressionnantes de jeunes activistes de la Arbeitsgemeinschaft. Ils représentent le "futur de la Mémoire". "La consistance et la ténacité des survivants devraient être un modèle pour nous", dit le Président de la Arbeitsgemeinschaft de Neuengamme, Ulrike Jensen.

Arbeitsgemeinschaft Neuengamme e.V. (Hg.), „... das war ja kein Spaziergang im Sommer!“, Die Geschichte eines Überlebendenverbandes, Konkret Literatur Verlag, Hamburg 2008, 216 S., 12 €, ISBN 978-3-89458-265-4

Avant le Xvème Congrès régulier de la FIR

Sur base d'une décision du Comité exécutif, le Xvème Congrès régulier de la FIR aura lieu en 2009, probablement à la fin de l'été à Berlin. Cette conférence est très importante puisqu'elle permettra de décider ensemble du planning du 65^{ème} Anniversaire de la libération du fascisme et de la guerre, et que dans un second lieu, elle adaptera les structures organisationnelles de la Fédération afin de la rendre compatible avec les demandes politiques nouvelles.

L'invitation officielle sera adressée à toutes les fédérations membres en mai 2009. Nous rappelons une fois de plus que seules les associations en ordre de cotisations pour les 2 dernières années, peuvent envoyer des délégués titulaires du droit de vote.

Imprint :

Responsable: Dr. Ulrich Schneider,

Secrétariat: Fédération Internationale des Résistants - Association antifasciste (FIR), Franz – Mehring - Platz 1, D- 10243 Berlin, Fon (30) 29

78 41 74, Fax (30) 29 78 41 79, E-Mail: bundesbuero@vvn-bda.de, Internet www.fir.at

La Fédération Internationale des Résistants (FIR) a été désignée par le Secrétaire Général des Nations Unies comme "messenger de la paix" . La Fédération est acceptée comme ONG à l'UNESCO, Paris, au Comité de l'ONU pour le désarmement , Genève et au Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Compte bancaire: Postbank Berlin (BLZ 10010010), compte: **543 054 107**, titulaire **FIR**, IBAN **DE 04 1001 0010 0543 0541 07** SWIFT-BIC: **PBNKDEFF**

Ce bulletin est adressé sans frais à toutes les fédérations membres et personnes intéressées.